
ICANN78 | Réunion générale annuelle – ccNSO : nouvelles ccTLD
Mercredi 25 octobre 2023 – 10h30 à 12h00 HAM

CLAUDIA RUIZ :

Bonjour et bienvenue à la session de nouvelles sur le ccTLD. Je suis accompagnée de mes collègues et nous sommes en charge de la participation à distance pour la session. Notez que cette session est enregistrée et qu'elle est régie par les normes de comportement attendues à l'ICANN. Les questions ou commentaires soumis dans le chat ne seront à haute voix que s'ils sont formulés correctement, comme indiqué dans le chat.

Je lirai les questions et commentaires à haute voix pendant la durée fixée par le président ou modérateur de la session.

L'interprétation pour la session comprend l'anglais, le français, l'espagnol et l'arabe. Cliquez sur l'icône d'interprétation dans Zoom et sélectionnez la langue que vous souhaitez écouter dans le menu. Si vous souhaitez prendre la parole, veuillez lever la main dans la salle Zoom et une fois que l'animateur de la session aura appelé votre nom, veuillez allumer votre micro et prendre la parole. Avant de parler assurez-vous d'avoir sélectionné la langue que vous parlerez dans le menu d'interprétation. Veuillez indiquer votre nom et la langue que vous parlerez si c'est une autre langue que l'anglais. Veuillez à mettre en sourdine tous vos appareils et notifications, parlez clairement et à un rythme raisonnable pour permettre une interprétation précise.

Remarque : Le présent document est le résultat de la transcription d'un fichier audio à un fichier de texte. Dans son ensemble, la transcription est fidèle au fichier audio. Toutefois, dans certains cas il est possible qu'elle soit incomplète ou qu'il y ait des inexactitudes dues à la qualité du fichier audio, parfois inaudible ; il faut noter également que des corrections grammaticales y ont été incorporées pour améliorer la qualité du texte ainsi que pour faciliter sa compréhension. Cette transcription doit être considérée comme un supplément du fichier mais pas comme registre faisant autorité.

Cette session comprend une transcription automatique en temps réel, elle ne fait pas autorité et n'est pas officielle. Pour la voir, cliquez sur le bouton close-caption dans la barre d'outils Zoom.

Pour assurer la transparence de la participation, conformément au modèle multipartite de l'ICANN nous vous demandons de vous connecter aux sessions Zoom en utilisant votre nom complet, par exemple un prénom et un nom de famille. À défaut, vous risquez d'être déconnecté de la session.

Merci, je donne la parole à Marta.

MARTA DIAS :

Bonjour à toutes et à tous, je suis très heureuse de vous accueillir à cette session de nouvelles actualités des ccTLD, je suis du .PT, le ccTLD portugais. C'est un honneur pour moi de pouvoir être la modératrice de cette session aujourd'hui.

Au cours des 90 prochaines minutes, nous allons entendre 6 présentateurs qui représentent les ccTLD d'abord de l'Afrique, Barrack Otieno, ensuite Dirk Jumpertz de .UE, Jordan Carter du .AU pour l'Australie, Svitlana Tkachenko de l'Ukraine, Francisco Patino de .EC, Laila Jensen de .DK.

Il y aura une de ces présentations qui sera faite en espagnol, celle de Francisco Patino de l'Équateur, n'oubliez pas de vous munir de vos récepteurs d'interprétation.

Cette présentation est habituelle dans le travail de la ccNSO, c'est un moment de partage d'expériences, de tendances, de différentes

questions de politique, de modèles de gouvernances, de questions techniques, politiques. Et c'est une excellente plateforme pour parler des questions liées aux ccTLD qui ont un impact mondial, tel que la cybersécurité, la protection des données personnelles. Et, pour certains d'entre nous, la baisse des enregistrements.

Nous allons également ouvrir un espace de deux minutes à la fin de chaque présentation pour des questions et commentaires. Donc n'hésitez pas à lever la main. Et ceci concerne aussi bien les participants qui sont dans la salle que ceux qui sont en ligne.

Passons à notre premier présentateur, Barrack Otieno, qui est le directeur général du nom de domaine de premier niveau géographique africain. Il va nous parler de l'évolution des ccTLD africains. Vous avez la parole.

BARRACK OTIENO:

Merci. Bonjour, bonne après-midi ou bonsoir. Je suis d'AfTLD. C'est un plaisir de vous voir ici. Je remercie également notre hôte, DENIC, pour tout leur travail.

J'ai une courte présentation qui vous présentera les principales questions d'actualité. Je vous présenterai brièvement quelques éléments de l'évolution des ccTLD en Afrique.

Si vous m'entendez pour la première fois, AfTLD c'est l'organisation régionale qui rassemble les coordinateurs des noms de domaine de premier niveau géographique de la région Afrique. Nous sommes semblables à LACTLD, APTLD ou CENTR qui sont les organisations

régionales qui occupent des fonctions semblables dans d'autres régions du monde.

AfTLD a été créé en mai 2001 au moment de l'atelier du groupe de coopération africain à Accra au Ghana. À l'époque, l'ICANN tenait une de ses premières réunions en Afrique dans l'objectif de créer des communautés de pratiques pour rassembler différents experts et parties prenantes responsables de différents aspects de l'espace.

[Dick] associé au Ghana, et [inaudible] de .NU de la marque Longwe, qui a participé à la création de .KE, ont lancé l'association formellement à l'époque.

En décembre 2002, AfTLD a été créé à l'Ile Maurice. En 2015, AfTLD a également été enregistrée au Kenya afin de pouvoir travailler plus facilement sur le continent africain.

Diapo suivante.

La première assemblée générale d'AfTLD a eu lieu en 2023 en Tunisie, elle a rassemblé CENTR, LACTLD et APLTLD. D'ailleurs, je dois vous avouer que nous sommes arrivés aussi bien grâce au soutien de nos partenaires d'autres organisations régionales.

Ceci nous a permis notamment de mettre sur pied le secrétariat et d'autres fonctions afin de nous assurer que nous soyons en mesure d'accompagner au mieux les besoins de la région.

Nous avons eu des échanges en 2012 notamment avec d'autres organisations telles que EURid et nous avons eu la possibilité de participer à des activités APTLD, notamment à [inaudible] grâce à

l'invitation de Léonide et de l'équipe APTLD et nous avons pu prendre la parole dans différentes activités organisées par LACTLD.

Ce qui a été très important dans notre expérience, c'est bien sûr les réunions des équipes, des organisations régionales, qui ont eu lieu à l'occasion des réunions de l'ICANN. Et bien sûr les points de contact entre les conseils d'administration d'une région à l'autre qui permettent un échange très intense.

Il y a 38 membres dans la ccNSO et je pense que sans cet échange de connaissances nous n'en serions certainement pas là. Merci.

En 2003, après la première assemblée générale de l'AfTLD, l'AfTLD a publié un communiqué afin d'annoncer à la communauté que notre organisation régionale était en fonctionnement. Je dois vous dire que je crois que la plupart des pays africains ont internet depuis environ 25 ans, nous sommes donc adolescents en matière d'internet, encore, mais nous sommes prêts pour l'âge adulte, comme je le montrerai tout à l'heure.

Donc en 2003 nous avons informé la communauté de la création d'AfTLD depuis Montréal. Nous avions à l'époque 2 membres de la ccNSO et nous en sommes aujourd'hui à 38 membres. Je n'ai pas vérifié dans la liste de la ccNSO quels sont les membres à la date d'aujourd'hui, mais je sais que nous sommes une force de plus en plus significative.

Diapo suivante.

Voici une liste des activités qui ont eu lieu dans la région afin de renforcer ou de créer une communauté de pratiques régionales. Ce n'est

pas suffisamment, bien sûr, de ne nous réunir qu'à l'occasion des réunions de l'ICANN. Nous nous voyons ainsi sur le continent pour permettre aux parties prenantes locales de s'impliquer tout en comprenant l'importance des ccTLD et de l'organisation régionale au niveau continental. Ces réunions sont des mélanges d'activités techniques et politiques.

En 2008, au début du forum mondial sur la gouvernance de l'internet, l'ATLD était impliqué dans cette conversation qui était conduite par CENTR.

Nous avons pu participer notamment à l'occasion de la réunion mondiale de l'IGF, et ceci a grandement contribué à assurer que la plupart des pays africains puissent manifester leurs inquiétudes en matière de politiques liées aux ccTLD. Ensuite une autre question importante comprenait par exemple le cursus d'enregistrement des opérations promu par l'Internet Society, ce qui a permis de consolider les capacités techniques des opérateurs de registre du continent.

Nous avons également tenu des réunions politiques afin de renforcer les capacités des ccTLD dans différents groupements.

Diapo suivante.

Quelques étapes importantes. AfTLD a toujours encouragé les ccTLD africains à participer à l'IGF. Hier, nous avons entendu les dernières actualités de l'IGF et pourquoi c'est important pour les ccTLD. Nous avons été très impliqués, en collaboration avec les autres organisations régionales. Nous avons également participé au FGI en Afrique ainsi que les événements locaux liés à cette question.

Il faut remarquer qu'en 2008, AfTLD, par le biais de Paolo – je le vois ici dans la salle – a lancé la première étude sur les ccTLD en Afrique afin de proposer une analyse de situation, et elle a été présentée à la conférence africaine sur les noms de domaine de premier niveau. Ceci a véritablement constitué une référence pour le continent africain et surtout une plateforme pour les ccTLD africains jusqu'à aujourd'hui.

Il faut également noter le lancement du programme DNSSEC des ccTLD africain. C'est un article sur lequel nous avons travaillé en collaboration la Internet Society et le soutien de l'ICANN. Cet article a donné naissance au mouvement du forum du système des noms de domaine africains et la première réunion de ce forum s'est tenue à Durban en 2013, à l'occasion de la réunion de l'ICANN. Nous en avons fêté le 10^{ième} anniversaire l'année dernière à Nairobi, au Kenya. C'est un forum qui a également été créé dans d'autres régions du monde.

Actuellement, notre approche est de nous assurer que chaque pays africain ait un forum DNS national.

L'internet est un outil mondial, qui est un bénéfice pour tous, mais c'est également un outil local et il y a des citoyens dans les pays africains qui commencent à s'impliquer dans des conversations DNS au niveau local et national et plus nous le ferons, plus nous pourrions profiter de la chaîne de valeur de l'internet.

En 2012, nous avons également commencé la mise en œuvre du plan stratégique à 5 ans, qui a permis notamment la création de notre secrétariat qui est basé au centre national d'information du Kenya, nous

en avons renforcé les capacités techniques et de politique ainsi que celles des ccTLD d'Afrique.

Diapo suivante s'il vous plait.

Le plan stratégique nous a permis de voir des développements mis en œuvre qui sont reflétés dans le statut que vous voyez ici sur l'écran. Nous avons plus de 95 % de ccTLD qui sont gérés dans le continent africain. Il y a encore des problèmes concernant la qualité de cette gestion, mais le côté positif est qu'ils sont gérés dans le continent et plus de 90 % d'entre eux sont automatisés, nous n'avons plus de problèmes tels que nous avions dans le passé, de registres manuels. Nous avons quelques problèmes qui sont plutôt liés à la gouvernance.

Nous avons aussi constaté un grand intérêt de la part des gouvernements. Il y a 24 ccTLD qui sont directement supervisés par les gouvernements.

Nous avons aussi un secteur privé actif au sein des ccTLD, 32 ccTLD sont gérés par le secteur privé. Auparavant c'était plutôt le gouvernement et le secteur académique qui géraient les ccTLD. On a aussi moins de cas de problèmes de délégations et on a une certaine durabilité au niveau de la gestion des ccTLD.

Ma dernière diapositive résume un petit peu ce qui nous attend dans le futur pour les ccTLD africains. D'abord la croissance. Il y a une augmentation de la couverture de l'infrastructure et une croissance aussi concernant l'intérêt des gouvernements pour la numérisation et pour le DNS. Et je pense qu'on va avoir une grande croissance et beaucoup d'opportunités pour les ccTLD et les gTLD en Afrique.

Je pense que nous avons maintenant une décennie de croissance pour les ccLTD.

Je veux remercier la ccNSO et tous les partenaires qui ont soutenu cette croissance en Afrique. Et je suis convaincu qu'en unissant nos forces nous allons pouvoir assurer que le DNS va faire une différence au niveau des ccTLD des nations africaines.

MARTA DIAS :

Merci, nous n'aurons pas la possibilité de poser des questions maintenant, mais Barrack reste à votre disposition pendant la pause. Nous allons donner la parole au responsable de la cybersécurité d'EURid qui va nous parler du TLD ISAC et de la façon dont ce TLD va permettre de travailler dans ce domaine.

DIRK JUMPERTZ:

Merci. Je suis responsable de la sécurité à EURid, je suis aussi le vice-président de ISAC TLD Europe et le président du TLD européen de ISAC.

Avant de rentrer dans le vif du sujet, je vais vous dire un petit peu ce qu'est ISAC. Il s'agit d'un acronyme, il s'agit d'une organisation dans laquelle on se réunit pour travailler sur des questions de cybersécurité, on échange des informations pour voir quelles sont les menaces qui existent dans cet environnement.

Il y a 3 types de ISAC, le ISAC géographique et il y a aussi un aspect qui est peut-être pour nous plus important, qui est celui qui travaille dans le domaine du secteur industriel, qui nous concerne.

Alors quelle est l'origine de cette initiative ? Il s'agit d'un résultat direct d'un projet lancé par la Commission Européenne en 2020 et qui a duré jusqu'à 2022, vous trouverez davantage d'informations à ce propos sur notre site. Et cela a été le résultat d'une mise en œuvre de toute cette décision. Vous voyez sur la droite les différents logos des organisations ISAC qui existent déjà à la base de ce projet. Vous avez le ISAC RAIL Européen, etc.

Donc, comme je l'ai dit, cela fait partie de la mise en œuvre de cette directive, nous sommes très présents dans une autre directive qui est à la base de différentes informations échangées dans ce sens. ISAC est impliqué en Europe et va y jouer un rôle important, mais aussi dans le reste du monde.

Comment est-ce que les TLD européens et comment ISAC a été formé dans ce sens ? Il s'agit d'un programme, à la base il s'agissait du Conseil de l'Europe et du registre des Conseils de l'Europe. Cela a été créé en mars 2023 à partir de 10 membres fondateurs qui ont consacré des ressources à ce projet.

Ce sont des registres d'États européens et autres, avec une structure de gouvernance dédiée, ce qui veut dire que nous voulons analyser les résultats de nos projets. Nous avons un comité, nous avons des termes de référence, un plan de travail, un budget. Et ce qui veut dire que comme il s'agit d'un programme d'incubation nous avons un objectif qui est qu'ISAC devienne une organisation indépendante en 2025.

En attendant, nous avons un site internet qui a été lancé le mois dernier et que vous trouverez sur le TLD ISAC.EDU.

Nous en sommes à la partie de développement et ISAC est pour le moment disponible seulement pour ses membres.

Quels sont les objectifs de cette organisation ? Faciliter la collaboration, partager les menaces concernant les informations techniques de sécurité ou pas, nous travaillons aussi sur la cyber-résilience. Nous sommes aussi un point de contact pour tous les acteurs dans le domaine politique, sans rentrer dans le détail des politiques, ce qui est très important pour nous. Nous nous centrons sur l'aspect technique de l'écosystème du DNS. Et puis nous voulons améliorer les capacités internes des opérateurs de registre de TLD pour répondre aux besoins qui existent dans le secteur.

Comment nous faisons cela ? Nous partageons des expertises, des connaissances, nous participons à différentes initiatives nationales, nous partageons des informations ce qui est très important, nous travaillons dans différentes initiatives. Nous travaillons au Conseil de l'Europe de ISAC.

Vous voyez le logo ici.

Et nous essayons aussi de sensibiliser le public à la question de cybersécurité, aux protocoles associés à cela. Nous faisons tout cela à travers des séminaires, des publications.

Le 13 novembre, nous allons lancer notre premier séminaire dans lequel nous invitons certains membres de la communauté, nous aurons des intervenantes de différents secteurs qui présenteront nos travaux.

Comme je l'ai dit, nous en sommes à la phase d'incubation dont l'objectif est de créer des fondations pour notre organisation pour qu'elle puisse continuer dans le futur comme organisation indépendante.

Pour ce faire, nous avons 7 jalons. Créer une communication, organiser une conférence annuelle d'ISAC, créer une plateforme de partage d'informations, avoir un travail de transfert au sein de l'ISAC, avec un groupe de travail de sécurité, augmenter les relations externes, mettre en place un plan d'affaires et offrir des renforcements de sécurité pour les compétences liées à la cybersécurité.

Nous voulons, en 2025, avoir un système opérationnel qui fonctionne et devenir un organisme indépendant.

Les prochaines diapositives représentent un travail en cours de réalisation. Nous parlons de membres, d'incubation. Comment cela fonctionne ?

D'abord qui peut devenir un membre d'ISAC ? Cela provient d'une directive qui ne fait pas de différence entre ccTLD et gTLD, par conséquent ISAC sera ouvert à tous les opérateurs de registre centrés sur le marché européen, mais les parties prenantes aussi des chaînes d'approvisionnement des TLD en général et des professionnels.

Ensuite, nous aimons aussi avoir des observateurs qui sont des représentants des institutions académiques, des gouvernements ou des parties prenantes du secteur industriel et nous les encourageons à participer à ces activités.

Qu'est-ce qu'un membre peut attendre ? Une collaboration pour la partie de renseignements liés aux menaces dans le secteur des TLD. Nous allons aussi produire des contenus, des analyses, des services, des rapports, des analyses de l'environnement qui peuvent être utilisées comme évaluation de risques, la publication des meilleures pratiques, le développement d'outils qui existent déjà. Des services d'audit spécifique au secteur. C'est quelque chose de très important pour ceux d'entre vous qui sont certifiés déjà avec ISO 27001, des fois il est important de pouvoir organiser des audits. Donc l'objectif ici est de vous offrir ce service, vous avez besoin de connaissances spéciales concernant l'écosystème du DNS pour ce faire.

Et un exercice aussi lié à la continuité des services et l'accès à la plateforme NISP qui échange des informations concernant la cybersécurité. Nous organisons aussi des événements publics, nous maintenons une relation avec différentes parties prenantes, ce que nous pourrons aussi offrir dans le futur.

J'en suis à ma dernière diapositive. Je vous remercie, si vous avez des questions, n'hésitez pas à nous joindre ici directement sur place ou à nous envoyer un email et nous vous répondrons.

MARTA DIAS :

Merci, vous avez respecté votre temps de parole, donc nous allons avoir le temps de poser quelques questions. Posez vos questions en direct ou dans la partie des questions/réponses sur Zoom. Apparemment, il n'y a pas de question ni dans la salle ni en ligne. Ha si, allez-y vous avez la parole. Dites votre nom et votre organisation.

MARIUS ANDRIAMPARANY : Bonjour, je suis de NIC-MG Madagascar. J'ai une question pour Barrack, vous avez parlé de deux types de TLD en Afrique, ceux gérés par le gouvernement et ceux par le secteur privé. Avez-vous des informations concernant la gouvernance de ces deux types de ccTLD, quel est le modèle que vous recommandez, est-ce qu'il y a des tendances qui indiquent que ces ccTLD traversent des problèmes administratifs ? Que recommandez-vous dans ce sens ?

MARTA DIAS : Merci beaucoup pour cette question, Barrack, je ne vais pas vous donner la parole, si vous voulez vous pouvez joindre Barrack pendant la pause et lui poser directement la question. Merci.

J'ai un commentaire : merci pour votre présentation, c'était très intéressant, une question : est-ce que la plateforme et les services offerts par la plateforme sont destinés seulement aux pays européens ou bien est-ce que d'autres pays du monde et d'autres serveurs peuvent entrer dans cette organisation ?

DIRK JUMPERTZ: Merci pour cette question. Je dirais que nous travaillons principalement sur le continent européen, ce qui ne signifie pas que les registres d'autres continents ne puissent pas se joindre à notre organisation. S'ils offrent des services en Europe, il n'y a aucun problème.

MARTA DIAS : Merci. Allez-y, vous avez la parole.

EBERHARD LISSE : Je suis représentant de l'Allemagne, .DE, je n'ai pas compris la question posée précédemment.

MARTA DIAS : Vous pouvez répéter ?

EBERHAD LISSE : Je n'ai pas compris la question posée par notre collègue de Madagascar et je n'ai pas non plus entendu la réponse donnée.

MARTA DIAS : Je ne sais pas comment résoudre cela.

MARIUS ANDRIAMPARANY : Je peux poser la question en français très rapidement.

MARTA DIAS : Merci beaucoup pour cette question, nous en prenons note et nous revenons à nos intervenants. Je vais donner la parole à Jordan Carter de .AU. Jordan va nous parler maintenant des autres aspects de la gouvernance de l'internet.

JORDAN CARTER : Merci beaucoup. Nous allons vous parler de quelques éléments de contexte d'abord.

ANNALIESE WILLIAMS : Pourquoi chez auDA, le domaine .AU, nous avons créé cette feuille de route et j'en soulignerai les points principaux ensuite.

Diapo suivante.

Pour planter le décor, le modèle de gouvernance multipartite de l'internet a permis son succès et permis que celui-ci participe à la croissance économique, mais il y a une pression croissante sur ce modèle multipartite. Sa légitimité est contestée, son mécanisme et ce ne sont pas que les gouvernements autoritaires qui souhaiteraient que les Nations-Unies se saisissent de la question.

Les années à venir vont être fondamentales pour le modèle multipartite. Nous avons parlé hier du SMSI+20, en 2025, mais avant que celui-ci n'ait lieu, en 2024 se tiendra le sommet du futur qui s'intéressera à la coopération entre les États membres sur les défis mondiaux tels que le changement climatique et cela vise également bien sûr à revigorer le système multilatéral.

À l'occasion de ce sommet, les États membres espèrent trouver un accord sur un pack numérique mondial. C'est l'un des domaines auxquels nos gouvernements s'attacheront et aussi jeter les bases des principes pour un avenir numérique.

L'importance économique de l'internet a considérablement augmenté au cours des 20 années passées depuis le premier SMSI et beaucoup de questions sont actuellement dans le débat concernant l'évolution de cette gouvernance.

Nous avons aujourd’hui de nouveaux défis mondiaux, complexes, la diffusion de contenus malveillants, les utilisations malveillantes, la fraude, etc. Et donc nous devons bien sûr créer de nouveaux outils pour traiter ces questions.

La communauté technique doit être véritablement impliquée dans ces processus, elle doit y contribuer.

Diapo suivante.

Alors, pourquoi concevoir une feuille de route sur la gouvernance de l’internet ? Nous croyons en l’approche multipartite, nous pensons que c’est le meilleur moyen de garantir que l’internet soit ouvert, accessible et adapté à nos différents contextes.

Nous souhaitons également proposer des idées concrètes pour améliorer le système de gouvernance de l’internet en préparation du GDC et du SMSI.

Notre idée était d’alimenter le débat autour de ces questions et peut-être permettre à chacun de partager des idées, des points de vue et peut-être aussi essayer de nouvelles idées qui se faisaient jour dans ces échanges, de pouvoir peut-être s’en saisir et les développer.

C’était finalement un signe envoyé au reste de la communauté pour montrer que nous sommes prêts à accompagner l’évolution du système multiacteur puisque la façon dont le système multipartite fonctionne doit être adaptée.

Jordan va nous décrire le contenu de cette feuille de route.

JORDAN CARTER :

Merci. Le temps est limité, je vais donc présenter rapidement cette diapositive et passer les 5 suivantes qui ne sont simplement qu'une présentation de ces mêmes informations plus en détail.

De notre point de vue, le contenu de notre feuille de route est moins important que l'acte lui-même de la concevoir et de la publier. Nous nous sommes concentrés sur 5 domaines.

Le premier est que nous pensons qu'il est utile de partager des principes communs pour pouvoir conduire l'évolution du système de gouvernance internationale en nous inspirant bien sûr d'un événement tel que le Net Mondial +10.

Cependant, nous manquons encore d'un véritable espace, un forum où nous puissions peut-être faire une petite pause, un arrêt sur image sur l'évolution de la gouvernance de l'internet et réfléchir comment nous pouvons l'organiser d'une meilleure façon. Et ce n'est qu'à l'IGF que nous pouvons prendre la parole de façon équitable pour réellement donner forme à ces principes.

Donc en prévision des événements de 2024 et 2025, déjà décrits, SMSI et forum des Nations-Unies, nous souhaitons établir véritablement des principes communs.

Le deuxième domaine reconnaît le fait que ces forums sont souvent dominés par le monde occidental et aussi le secteur privé et nous souhaitons proposer une ouverture géographique, mais aussi

sectorielle pour que chacun puisse participer. Et ceci permettra sans doute de mobiliser plus de ressources.

Le troisième domaine est lié au premier. Le premier fait référence aux principes partagés de gouvernance de l'internet et nous pensions qu'il serait aussi utile de définir des objectifs, des objectifs clairs qui pourraient être fixés en matière de gouvernance de l'internet. Et comment bien sûr faire fond sur le pouvoir de l'internet pour contribuer à l'accomplissement des objectifs de développement durable. Nous pensions que ceci pourrait permettre de résoudre quelques inquiétudes des gouvernements qui parfois peinent à voir la contribution de notre gouvernance de l'internet à cette question.

Un autre sujet, qui a d'ailleurs repris par l'ICANN, c'est le fait que dans ces grandes conversations mondiales sur la gouvernance, certains représentants de notre communauté ressentent parfois que ceci ne va pas avoir d'effet sur nous. L'ICANN restera l'ICANN et continuera à faire son travail et nous allons continuer à nous concentrer sur ce que nous savons faire. Mais en réalité la voie de la communauté technique dans ces débats est essentielle. Nous avons eu une conversation à ce sujet ici même, hier, concernant les documents qui donnent forme à ces échanges internationaux. Et la communauté technique a d'ailleurs été abolie en tant que catégorie dans ces documents. Il y a un langage répété au sein des Nations-Unies disant que les seuls acteurs sont la société civile, les gouvernements et les entreprises. La communauté technique est donc absente. Et si nous souhaitons être entendus et participer à la définition de l'avenir de la gouvernance de l'internet,

nous devons prendre la parole. Mais pour le moment nous ne l'avons pas.

Et si nous souhaitons être efficaces dans cette tâche, nous devons travailler de façon coordonnée. Cette coordination est véritablement importante.

Le dernier domaine est le fait que l'ICANN ne peut pas régler tous les problèmes de l'internet. Nous respectons la portée des institutions individuelles et lorsque de nouveaux défis apparaissent il faut peut-être que de nouvelles institutions soient créées pour gérer ces défis. Et donc nous pensons bien sûr que l'IGF est le forum primordial pour aborder toutes questions de politique.

Passons maintenant 5 diapositives. Et donc l'invitation à l'action, pour vous toutes et tous, pour que le système multipartite fonctionne, c'est bien sûr de nous assurer que nous ayons tous quelque chose à dire.

Nous avons publié cette feuille de route pour que chacun puisse y contribuer. Et je vous invite véritablement à comprendre que si la gouvernance de l'internet est liée de quelque façon que ce soit à vos activités c'est le moment de prendre position et c'est le moment de défendre ce débat.

N'hésitez pas à proposer des échanges avec votre communauté nationale, vos ministères de tutelle, les conseils consultatifs présents dans vos organisations. Parce que si ce débat se fait sans nous, nous allons en être exclus. Nous avons la responsabilité de nous prononcer. Et j'en termine ici.

Merci.

MARTA DIAS : Merci beaucoup à tous les deux, félicitations pour cette feuille de route. Nous avons le temps pour deux questions. Et si vous avez des questions pour les intervenants précédents, nous y répondrons à la fin de la séance si nous avons du temps.

JAVIER RUA-JOVET : Je suis conseiller pour NomCom. C'est une très bonne question, vous avez parlé des ODD, de cet aspect et à ce propos, au niveau de la Belgique, on a pensé à l'empreinte carbone, aux énergies renouvelables. Et est-ce que vous appliquez tout cela aussi à votre approche ?

JORDAN CARTER : Nous n'avons pas vraiment analysé cette question, mais les ODD sont un cadre général pour améliorer le monde. C'est quelque chose qui nous accompagne en permanence et je pense que l'internet peut nous aider à atteindre ces objectifs de différentes manières, que ce soit à travers la partie économique, l'éducation, l'environnement. Donc l'internet est une contribution, mais il faut articuler cela. Il n'y a pas vraiment d'ODD concernant l'internet, il n'y a pas de contribution de l'internet à l'objectif de ces ODD, donc je pense qu'on pourrait voir quelle est la contribution que l'on peut avoir ici à ce propos.

MARTA DIAS : Une dernière question.

LEONID TODOROV : Merci. J'ai une question, mais d'abord un commentaire. Votre initiative est très intéressante, ensuite j'ai compris qu'il s'agit d'une approche plutôt ample, mais est-ce que vous avez réfléchi aux moyens de participer et de faire participer la partie plutôt silencieuse de la communauté ? Merci.

JORDAN CARTER : Oui, si vous voulez, nous pouvons parler, parce que nous n'avons pas le temps maintenant, mais je dirais que nous essayons de voir quelles sont les meilleures manières de sensibiliser le public sur toutes ces questions. On peut en reparler plus après.

MARTA DIAS : Oui, je suis navrée, nous allons devoir avancer et donner la parole à Svitlana qui appartient à .UA. Elle va nous parler de la résistance récupération et transformation, trois composantes de la résilience de l'acceptation universelle.

SVITLANA TKACHENKO : Merci. Je vais vous donner quelques informations concernant mon pays. L'Ukraine est le deuxième pays de l'Europe, 603 mille km², 44 millions d'habitants, 28,57 millions d'internautes, 79,2 % de pénétration de l'internet et 560 mille domaines.

Au niveau du registre nous utilisons un modèle 3R, nous avons 124 bureaux d'enregistrement avec 12 clients étrangers parmi lesquels

il y a des opérateurs de registre et des bureaux d'enregistrement de différents continents. Nous avons des noms de domaine de différents types. Et la plupart des statistiques de noms de domaine indiquent que ces noms de domaine sont des noms de troisième niveau.

C'est comme cela que fonctionnait notre pays avant le 24 février 2022.

Prochaine diapositive.

Tout a changé le 24 février. La Russie a déclaré la guerre à l'Ukraine, des missiles ont été envoyés sur notre pays, le registre a dû faire une requête, nous avons demandé de conserver certains noms de domaine, de les garder le plus longtemps possible. Nous avons dû détruire et arrêter de faire fonctionner certains équipements et nous avons dû déplacer les registres et les données. Nos bureaux d'enregistrement ont besoin d'aide.

Tout cela a été fait sous les bombes. La principale tâche de ces opérateurs de registre était de maintenir la communication et s'assurer que les données étaient sûres et que les gens pouvaient continuer à utiliser l'internet.

On a voulu conserver la solidité de nos réseaux. Ensuite j'ai dû quitter mon domicile, m'échapper, je suis revenue deux mois plus tard en Ukraine en tant que service de registre. Je dois être sûre, mais nos clients en Ukraine doivent continuer à travailler, les gens doivent continuer à pouvoir réaliser leurs activités au quotidien et à utiliser leur domaine et leur site internet.

Au mois de septembre, nous avons affronté de nouveaux défis, la Russie s'est attaquée aux systèmes énergétiques et aux lignes centrales électriques de notre pays. On a seulement 4 heures d'électricité par jour, ce qui signifie qu'on ne peut pas recharger nos téléphones portables, se chauffer, on n'a plus d'internet, on n'a plus de connexion sur nos ordinateurs.

De nouveau, j'ai dû mettre mon ordinateur dans mon sac à dos et partir. Je me déplace d'une ville à l'autre pour essayer de trouver une connexion internet, mais c'est très difficile.

Donc j'ai dû réduire mes activités au minimum et faire ce qui était vraiment absolument nécessaire et seulement cela.

Prochaine diapositive.

Non seulement nous devons continuer à faire fonctionner notre domaine, mais nous avons voulu aussi organiser notre conférence qui a lieu tous les ans au mois de décembre pour l'anniversaire de notre ccTLD. Donc cette fois-ci nous avons voulu l'organiser malgré tout et pendant deux jours, trois heures par jour nous avons eu des intervenants qui ont pris la parole, présenté leurs travaux, des conversations très intéressantes. Tout le monde n'a pas pu participer à ces réunions, c'était une réunion en ligne, il y a eu des problèmes de connexion, d'électricité, mais le message a été fort et je les en remercie.

Nous avons entendu les collègues de différents pays, d'organisations qui se sont jointes à nous pour cette réunion et ont déclaré qu'elles nous soutenaient.

Donc cette réunion a duré deux jours. Pendant ces deux jours, nous n'avons pas eu d'électricité et dû dépendre des générateurs. Mais cette conférence nous a permis de partager notre expérience et nos réflexions concernant la situation, mais aussi de parler du futur.

Je vais vous parler d'un projet qui a été établi. Comme je vous l'ai dit, nous avons arrêté de fermer des noms de domaine. On s'est rendu compte que ce n'est pas une priorité pour les gens qui fuient le pays, mais au début de l'année 2023, nous avons constaté qu'il y avait beaucoup de domaines expirés et non utilisés qui s'accumulaient dans notre registre. Plus de 100 000 domaines. Nous avons discuté de cette situation avec les bureaux d'enregistrement pour essayer de trouver une solution. Et en réfléchissant, nous avons proposé de revenir au cycle de vie normal des noms de domaine et, avant de donner 6 mois de plus aux propriétaires de ces noms de domaine, nous avons décidé d'analyser cette possibilité, parce qu'il y a beaucoup de réfugiés, des gens qui quittent le pays, beaucoup de blessés et de morts aussi. Donc nous avons lancé une campagne d'information pour essayer de trouver les propriétaires de ces noms de domaine et leur rappeler l'existence de leur nom de domaine et leur dire que ces noms existaient encore.

Le résultat a été que ces noms de domaine ont été ramenés à la vie, ont recommencé à exister et que nous ne les avons pas fermés. Les titulaires de ces noms de domaine ont recommencé à faire fonctionner leur domaine.

En Ukraine, il y a des mouvements très solides, très efficaces contre la Russie, contre ce que fait la Russie actuellement, et beaucoup de demandes d'installation et utilisation de l'internet.

Le prochain projet est de créer ce nom de domaine, c'est une idée qui a été proposée par le bureau d'enregistrement, nous avons facilité ce projet, ce sont des domaines de deuxième niveau géographiques qui vont faire une translittération officielle.

Et donc la ville capitale de l'Ukraine est devenue KYIV et il y a plusieurs orthographes, on pouvait l'écrire Kiev, ou Kyiv et le ministère des Affaires étrangères de l'Ukraine a demandé aux agences anglophones et aux organisations internationales d'utiliser ce nom correctement, on nous a dit que ce n'était pas possible parce que c'était déjà inscrit de cette manière dans les bases de données. Et donc on a demandé aux gens en général d'envoyer des messages sur Twitter et de demander cette modification. Et petit à petit le monde s'est habitué à la nouvelle orthographe. Et pour le nom de domaine nous avons aussi deux orthographes, l'ancien et la nouvelle orthographe.

On a essayé de promouvoir l'orthographe correcte de ce nom de domaine géographique. Il y a une campagne qui a été lancée, KYIV.UA pour Ukraine. Cela a eu beaucoup de succès auprès des bureaux d'enregistrement et des opérateurs de registres, nous avons reçu de nombreux articles écrits à ce propos, il y a eu des conférences, les médias en ont parlé.

Prochaine diapositive.

Voilà ce qui s'est passé, ce qui a été dit, par exemple : la langue compte, la langue est importante, la langue que l'on utilise pour un nom de domaine est importante. Vous voyez ici ce qui est sorti dans les médias.

Conclusion. D’abord les gens, les gens sont une partie vulnérable du système du DNS, en même temps ils sont forts, ils luttent malgré toutes les difficultés qu’ils ont. Et sans eux, on ne peut rien faire.

Ensuite, il faut être dans le ici et le maintenant. Il faut modifier notre approche en permanence à cause de la guerre et c’est la seule manière de réagir et de s’adapter.

Et, conclusion, les ccTLD ne doivent pas être sous-estimés, on parle de protocoles de sécurité, de ccTLD, mais on ne considère pas les ccTLD comme des symboles de l’identité nationale. Et votre ccTLD peut, des fois, devenir un symbole national de confiance et une preuve de l’existence de votre pays.

MARTA DIAS :

Merci beaucoup. Il n’y a pas de mot pour vous remercier pour ce message. Merci encore, Svetlana. Je donne maintenant la parole à Francisco qui est le directeur du domaine .EC. il a quelques conseils intéressants pour nous en matière de fidélisation des utilisateurs. Vous allez parler en espagnol, n’oubliez pas de mettre vos récepteurs d’interprétation.

FRANCISCO PATINO :

Oui, effectivement, je vais m’adresser à vous en espagnol.

C’est un plaisir d’être avec vous aujourd’hui, je souhaite vous parler de notre expérience en matière de fidélisation mise en œuvre dans notre ccTLD, par le biais d’un projet que nous appelons le CLUB.EC.

Un taux élevé de rénovation des noms de domaine est essentiel bien sûr pour tout ccTLD. Pour y parvenir, en plus des aspects fondamentaux comme un excellent service client, une base technologique bonne, il est aussi essentiel de mettre sur pied une bonne stratégie de fidélisation.

Qu'est-ce qu'une stratégie de fidélisation ? Et bien pour un ccTLD, c'est un ensemble d'actions et de tactiques conçues pour que les utilisateurs de nos domaines soient satisfaits, soient impliqués et soient fidèles, de façon à ce qu'ils rénovent leurs noms de domaine fréquemment.

C'est dans ce contexte que nous avons eu l'idée de créer LECLUB.EC. C'est un ensemble d'avantages proposés par NIC.EC par le biais duquel les titulaires des noms de domaine peuvent avoir accès à des avantages spécifiques qui sont proposés par des entreprises qui sont également titulaires d'un domaine .EC. C'est-à-dire que ce sont les utilisateurs du .EC qui proposent et aussi qui reçoivent ces avantages.

Diapo suivante.

Quels sont ces avantages ? Il y en a de deux catégories. D'une part des conseils gratuits dans différents domaines que je vais citer brièvement, et nous avons également des entreprises qui proposent des réductions sur leurs produits et services.

En ce qui concerne les conseils gratuits, notre club permet à tout titulaire de nom de domaine d'obtenir une session de conseils gratuits dans des domaines fondamentaux pour le développement de leurs entreprises. Le marketing, le marketing numérique en particulier, le branding ou la gestion des marques, le marketing stratégique. Nous avons également un secteur de technologie, des entreprises qui

donnent des conseils en matière de sécurité, développement de software, accompagnement technique. Nous proposons aussi des conseils juridiques où nos utilisateurs peuvent être conseillés en matière de propriété intellectuelle, droit des entreprises, droit du travail. Nous avons également un secteur de ressources humaines pour des conseils concernant l'attraction et la rétention de talents dans les entreprises. Une catégorie de commerce extérieur pour des conseils en matière de logistique, d'opération de commerce extérieur et tout aspect lié au commerce international. Et une sixième catégorie de conseils qui est liée à la maintenance et l'entretien.

Les utilisateurs peuvent demander des sessions de conseils gratuits d'une durée maximale de 30 minutes. Les utilisateurs peuvent profiter des avantages techniques ou des avantages en termes de présence et visibilité de marque d'avoir un domaine .EC. Toutes ces connaissances et tous ces savoir-faire sont accessibles gratuitement par le seul fait d'appartenir à notre communauté.

La deuxième catégorie d'avantages ce sont des réductions. Tous les titulaires de noms de domaine .EC peuvent avoir accès à des réductions. Il y a ici plusieurs entreprises qui proposent des réductions sur des produits technologiques, des formations, des services aux entreprises, la participation à des événements.

Et ceci n'est pas seulement disponible pour les organisations, mais aussi personnellement. Il y a des entreprises par exemple qui proposent des réductions sur des accessoires pour des bicyclettes, des vêtements pour enfants. C'est une gamme extrêmement variée de réductions que celle que nous proposons.

Alors, comment l'utilisateur peut-il avoir accès à ces avantages ? Et bien nous avons créé une application par le biais de laquelle chaque utilisateur peut programmer ses rendez-vous et voir les réductions auxquelles ils ont droit. Par le biais de l'application, l'utilisateur s'inscrit, avec un mot de passe, et peut avoir accès aux avantages.

Comme vous le voyez à l'écran, les utilisateurs peuvent avoir une catégorie d'avantages, c'est-à-dire soit des conseils, soit des réductions. Si l'utilisateur choisit un conseil, il peut choisir le secteur du conseil, marketing, juridique, etc., et en choisissant une catégorie, tous les types de conseils sont affichés. Une fois le conseil choisi, un calendrier apparaît pour choisir une date et le système envoie un email automatiquement, tant à l'utilisateur qui a programmé le rendez-vous qu'à l'entreprise qui va le fournir. Et nous nous assurons bien sûr que ces rendez-vous soient honorés.

Si l'utilisateur souhaite plutôt utiliser les réductions, de la même façon, les différents domaines dans lesquels ces réductions sont proposées sont affichés. L'utilisateur choisit l'entreprise de son choix et a accès à une série de réductions ou promotions. Il y a aussi des entreprises qui ont des magasins en ligne, dans ce cas-là l'utilisateur reçoit un code de réduction et si l'entreprise n'a pas de magasin en ligne, et bien nous donnons à l'utilisateur les données de contact de chaque entreprise.

Quelques résultats préliminaires. Nous avons lancé le club le 28 août, c'est-à-dire il y a peu. Un travail de communication avait précédé ce lancement, ce qui nous a pris à peu près 3 mois. Et, en moins d'un mois, nous avons obtenu ces résultats préliminaires. Environ 140 utilisateurs au moment où la présentation a été réalisée, nous en sommes

aujourd'hui à plus de 200. Plus de 30 entreprises qui proposent des avantages, aussi bien sur le volet de conseil que sur le volet de réductions, et une quarantaine d'avantages ont déjà été matérialisés et obtenus ou activés par les utilisateurs.

L'objectif de ce projet est, bien sûr, de parvenir à un taux de rénovation des noms de domaine de 90 %. C'est notre objectif, qui est ambitieux, compte tenu du fait que la quantité d'utilisateurs s'élève à peu près à 50 000. Et nous avons des défis très intéressants.

D'abord augmenter le nombre d'utilisateurs enregistrés, et pour cela nous devons améliorer notre communication pour que nos utilisateurs prennent connaissance de ces avantages et en profitent.

Ensuite, nous souhaitons augmenter le taux d'activation de ces avantages. Troisièmement, inclure de nouvelles entreprises au club. Notre communauté d'entreprises est très variée, il y a des PME et des grandes entreprises et nous souhaitons faire participer un nombre aussi élevé que possible. Et, bien sûr, augmenter le nombre de promotions proposées par les entreprises membres du réseau.

Diapo suivante.

Vous voyez ici à l'écran mes informations de contact et je suis à votre disposition.

MARTA DIAS :

Merci beaucoup, Francisco, y a-t-il des questions dans la salle ou en ligne pour Francisco ? Je n'en vois pas. J'ai peut-être, moi, une petite question si vous me le permettez. Vous acceptez également des

titulaires de noms de domaine étrangers. Comment peuvent-ils dans ce cas-là profiter des avantages du club ? Vous avez les différents avantages présentés, mais comment les étrangers peuvent en profiter ?

FRANCISCO PATINO :

Et bien ils peuvent tout à fait y avoir accès, le seul critère est qu'ils fassent partie de notre communauté .EC. Effectivement, les entreprises qui proposent ces avantages sont équatoriennes, mais les aspects liés au conseil, marketing ou technologique, peuvent être intéressants pour eux, même hors de l'Équateur. Et, bien sûr, pour nos partenaires qui fournissent ces avantages, avoir des clients étrangers c'est intéressant.

MARTA DIAS :

Oui, c'est une opportunité de collaboration. Très bien, maintenant, Laila, responsable de la technologie au domaine .DK va nous parler des changements de nom.

LAILA JENSEN :

Oui, je vais vous dire pourquoi nous avons changé notre nom. Lorsque j'ai préparé cette présentation, je me demandais comment l'intituler. Et je suis directrice juridique – non pas technologie – et j'ai demandé à ChatGPT de me proposer un titre : soyez l'avenir et non pas le passé. Voilà c'est donc le titre de cette présentation.

Au printemps de cette année nous avons changé notre nom, nous sommes passés de DK Hostmaster à Punktum DK. C'est-à-dire .DK, en danois. En réalité, au Danemark nous utilisons le nom Puntkum DK, ou .DK.

Prochaine diapositive.

Alors, auparavant nous avons utilisé le nom de DK Hostmaster depuis 1999 et, en 1999, nous avons analysé les noms de domaine qui terminaient en .DK et on a conservé ce nom pendant de nombreuses années, ce nom de Hostmaster. Et aujourd'hui nous avons 1,3 million de noms de domaine enregistrés, nous avons de nombreux restaurants. Et avant de changer notre nom nous avons demandé aux titulaires de noms de domaine s'ils connaissaient le nom le mieux associé avec notre organisation. La réponse a été Hostmaster et 70 % ont dit qu'ils savaient que ce nom nous représentait. On leur a demandé si .DK nous représentait comme compagnie et à ce moment-là seulement 43 % ont dit qu'ils mettaient ce .DK en relation avec nous. On a demandé quel était le nom qu'ils préféraient Hostmaster. DK ou .DK, on a pensé que c'était plus moderne.

Donc pour nous c'est presque la même chose, on utilise .DK. Et ensuite on a proposé que ce nom soit utilisé en utilisant le terme danois et donc on a commencé à dire Punktum .DK. Et donc nous avons choisi ce nom qui parle du nom de domaine et de l'origine de ces infrastructures puisque c'est en danois.

Prochaine diapositive.

Pourquoi avoir changé de nom ? Nous avons été créés en 99, à l'époque nous n'avions qu'une seule tâche qui était de garantir que le DNS fonctionnait et que nous avions un système sécurisé pour que les titulaires de noms de registre puissent enregistrer leurs noms de domaine sans problème. Avec les années, nous nous sommes rendu

compte que nous étions plutôt un registre technique. Et puis il y a eu des requêtes provenant de la société civile et des gouvernements.

En 2014, on a eu toute une série de réglementations juridiques qui ont été modifiées. On nous a demandé de promouvoir le développement de l'internet dans la société danoise aussi. Et nous avons dû nous certifier ISO. C'est devenu une obligation.

Au cours de ces années, nous avons organisé des activités de sensibilisation, nous avons contacté les universités, le gouvernement, nous avons aussi lancé une nouvelle plateforme sur internet pour les utilisateurs et nous avons décidé que nous voulions travailler pour davantage de parties prenantes, pas seulement pour le secteur professionnel aussi pour le public en général. Et nous avons pensé que .DK reflétait bien ce que nous faisons, ce qui était au centre de notre activité, à savoir fournir un service de registre et un service aux titulaires de noms de domaine.

Prochaine diapositive.

Alors, nous avons modifié notre nom au printemps de cette année. Le résultat a été tout à fait positif. Cependant il y a eu quelques réactions négatives parce que, comme Hostmaster DK avait été le nom de notre organisation depuis tant d'années, les gens ont regretté, certaines personnes disaient qu'elles regrettaient qu'on perde notre identité, pourquoi on changeait notre nom. Et nous pensons qu'à travers ce changement de nom nous sommes plus proches de ce que nous faisons, de notre activité principale et nous pensons que Punktum .DK est un nom plus solide pour le futur, qui va nous ouvrir la porte du futur.

À travers ce changement de nom, nous avons aussi décidé de faire des modifications dans notre site internet. Nous avons aussi présenté un nouvel outil de recherches pour savoir si un lien est sûr ou non, si c'est une activité malveillante. Et donc grâce à cet outil, qui a été mis à la disposition du public, on peut avoir ce type de renseignements.

Prochaine diapositive.

Je vous ai dit que nous étions des fournisseurs techniques aussi d'internet. En tant que tel, il y a eu des modifications et il y a des tâches qui ne peuvent pas être seulement des tâches ou une responsabilité technique, nous voulons aussi travailler pour la communauté en général et nous pensons que nous devons garantir la sécurité de l'internet et du DNS et de la zone DNS dans notre pays et augmenter la sécurité aussi de notre système.

Il y a 3 aspects, DNS sûr, système fonctionnant et sensibilisation et politique. Ensuite, nous voulons aussi travailler et offrir des activités liées à la politique et la sensibilisation pour permettre à la communauté de connaître nos services.

Nous continuons à faire ce que nous faisons. Depuis l'année 2022 nous avons augmenté notre participation auprès des différentes parties prenantes, nous avons lancé un nouveau service qui s'appelle Unique sur internet pour les titulaires de noms de domaine qui veulent enregistrer un nom pour voir si ce nom de domaine est disponible, s'il est disponible comme marque aussi, si c'est un nom disponible pour leur compagnie.

Nous sommes en train d'écrire un livre sur notre histoire. Et nous voulons également joindre et atteindre de nouvelles parties prenantes.

Et notre objectif pour l'année 2025 est de mettre en œuvre de nouvelles stratégies pour continuer à développer ces domaines que nous avons commencé à développer cette année.

Donc nous pensons que ce changement de noms a été tout à fait positif et nous pensons qu'il a été une manière d'ouvrir la porte du futur et c'était un bon conseil de ChatGPT.

MARTA DIAS :

Merci. Je dois dire que je dois vous féliciter, ce n'est pas facile de changer le nom d'une organisation après 20 ans sur le marché. Nous avons fait quelque chose de semblable pour .PT et je dirais que ça n'a pas été facile. Y a-t-il des questions ou des commentaires ?

Et bien s'il n'y a pas de question ou de commentaire, si vous voulez nous allons revenir à la question posée par notre collègue de Madagascar et demander à Barrack de répondre. Vous vous souvenez de la question, Barrack ?

BARRACK OTIENO :

Oui. Si j'ai bien compris ce que vous nous demandiez, c'était quelles étaient les tendances dans la gestion des ccTLD et vous nous demandiez quel était le meilleur modèle d'affaires. Et bien je dirais, pour répondre rapidement à votre question, qu'il est clair qu'il faut avoir un intérêt du gouvernement, le gouvernement s'intéresse, mais on a vu aussi des pannes de l'internet à cause de certaines activités politiques. Les seules

ressources de l'internet qui sont proches des gouvernements sont les ccTLD et c'est là que les activités peuvent souffrir un impact.

Au niveau des organes de régulation, il y a certaines choses qui sont faites et si l'on doit analyser cela, voir quelles sont les pratiques des organismes de réglementation dans différents pays, on voit des cas dans notre continent dans lesquels les ccT ou les ceux qui sont responsables de leur gestion veulent avoir un impact sur les ressources critiques de l'internet, à travers leur ccTLD. Et on voit des supervisions administratives qui visent à mettre en place des outils pour contrôler ces ccTLD, ce qui détermine aussi le type de systèmes qui vont être utilisés pour ces ccTLD.

Je dirais que les pays qui ont été les plus progressifs dans ce sens ont mis en place des partenariats publics/privés, cela permet des fois d'avoir une certaine stabilité dans ce ccTLD. Mais l'intérêt du gouvernement, je dirais, vient plutôt d'une approche politique, provient d'une perspective politique. Mais on ne voit pas beaucoup de succès ou de croissance dans les cas où les gouvernements participent à tout cela. On voit plutôt un bon développement dans les pays où le secteur privé est impliqué dans la gestion de ces registres. Et un modèle de registre qui travaille avec les opérateurs de registre et les titulaires de noms de domaine.

MARTA DIAS :

Je remercie beaucoup les intervenants pour leur présentation, je remercie le public pour son attention. Je vois qu'il y a une question, allez-y.

LEONID TODOROV : Merci. Je voulais dire qu'aujourd'hui c'est l'anniversaire de Svitlana, donc je crois qu'on pourrait vraiment la féliciter et lui dire bon anniversaire. Merci.

SVITLANA TKACHENKO : Merci beaucoup, c'est très gentil.

MARTA DIAS : Bien, ce n'est pas facile de résumer cette séance, je dirais. Et les conclusions que l'on peut tirer de cette réunion seraient l'importance d'un travail des ccTLD dans la région, la cohérence de ce travail, l'importance des plateformes d'une organisation qui promeut la collaboration et le partage d'information et de connaissance aussi.

Ces plateformes sont des outils très importants pour nous tous, pour pouvoir nous aider les uns et les autres, pour pouvoir atténuer les menaces qui peuvent exister sur les réseaux, pour trouver une approche commune aussi.

Et puis c'est aussi un outil pour le plaidoyer, pour travailler avec les communautés, pour fournir des ressources de renforcement de capacités aussi. Et l'importance du rôle des ccTLD dans les opérations de l'internet a été souligné aujourd'hui et l'importance de créer un espace de lutte contre la cybermenace.

Et puis, l'histoire de l'Ukraine nous apporte un certain espoir et un exemple de résilience et de résistance.

Les présentations qui ont été faites aujourd’hui sont à votre disposition. Vous pouvez aussi venir voir les intervenants et leur poser directement vos questions.

Je propose de nouveau que l’on applaudisse les intervenants et tout spécialement Svitlana. Merci.

[FIN DE LA TRANSCRIPTION]